

Sauf erreur, elles sont presque égales et j'ai oublié lesquelles sont les plus élevées. Ainsi, si nous nous acheminons vers la décentralisation économique, à mon avis ce qui semble désirable dans maints domaines, nous devons nous assurer que notre gouvernement fédéral exercera une influence dans le domaine provincial. Les deux secteurs où il pourrait l'exercer sont: le secteur national—dont je ne désire pas traiter cet après-midi parce que certains de mes collègues en parleront et exposeront des programmes possibles à ce sujet—et le domaine extérieur. Je désirerais exposer brièvement non seulement les possibilités et les occasions qui s'offrent au Canada, mais surtout nos responsabilités, dans le monde d'aujourd'hui, quant à l'expansion de notre activité extérieure.

Il y a quelque temps, j'ai demandé à notre Bureau de l'aide extérieure, de produire un état de toutes les contributions du Canada au bien-être et au développement du monde occidental. Franchement, j'ai été déçu par les propos enthousiastes du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin), qui, à mon avis, peuvent être interprétés de façons diverses. C'est souvent le cas, et je devrais le savoir.

J'ai constaté, cependant, que notre programme d'aide extérieure n'a atteint, en fait, que le chiffre vertigineux de 53.7 millions de dollars sur un produit national brut de 43 milliards. Cela semble une assez piètre contribution. Cependant, je ne me place pas du point de vue philanthropique et je ne me fonde pas non plus sur des obligations morales pour parler ainsi, même si ces raisons ressortent très clairement. Je parle plutôt au nom du sens commun et de l'instinct de conservation.

Le secrétaire général des Nations Unies avait tout à fait raison de dire il n'y a pas longtemps que le conflit entre les régions sous-développées et les régions évoluées était beaucoup plus dangereux que le conflit idéologique entre l'Est et l'Ouest. Franchement, je trouve honteux que 20 millions de personnes, disposant de plus de ressources que la vaste majorité des humains, qui se vantent continuellement de leur affluence, dont le gouvernement se vante constamment des progrès économiques, ne soient disposées à contribuer que 53.7 millions à ce programme visant à venir en aide au reste du monde.

À mon avis, si notre gouvernement est prêt—tandis qu'il se dispose à développer

[M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

notre économie sur le plan intérieur—à faire des efforts considérables pour élargir son champ d'action à l'étranger, compte tenu de son programme généreux et extravagant d'aide à l'étranger, il n'y a pas à craindre que cette formule de renonciation détruise le Canada. Toutefois, je doute fort que si nous ne nous engageons pas dans un programme semblable, cette sorte de décentralisation fiscale pourra conduire le Canada à la stagnation, sinon à un sort pire que celui-là.

Je voudrais dire un mot ou deux du programme de prêts dont nous a tant parlé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je vois que le ministre devient nerveux. Je prétends qu'il y a un lien très étroit entre ce programme et la formule de renonciation. S'il veut contester le point, je vais le faire sur-le-champ.

L'hon. M. Gordon: Ne le faites pas pour moi.

M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): J'aime plaire au ministre.

L'hon. M. Gordon: Je croyais que nous en étions à l'aide extérieure.

M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): J'en étais là, mais je vais maintenant aborder le programme de prêts dont nous a tant parlé son collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'ai été particulièrement heureux de voir notre gouvernement remarquable décider de doubler son aide à l'univers. Puis, j'ai fait une grande découverte. J'ai découvert qu'on avait affecté 40 millions à ces prêts, dont aucun n'a encore été accordé. La seule réalisation concrète est l'envoi de 100,000 tonnes de blé à l'Inde. Je ne suis même pas certain qu'elles soient expédiées. C'est peut-être un peu comme le signe avant-coureur d'un printemps qui se fait attendre. J'affirme que c'est grave, compte tenu de la décision du gouvernement d'encourager largement la décentralisation fiscale. Cela peut devenir très grave sous un gouvernement timide et je crains que ce soit le cas présentement. C'est un gouvernement qui a le don de l'ineptie.

M. Baldwin: C'est pathologique!

M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Pathologique? Ma foi, peut-être! De toute façon c'est quelque chose, la titubation aveugle, je suppose. Voici un gouvernement qui craint toujours de prendre une mesure décisive, qui présente un programme avec force